De la « trahison » de Munich (?) à la normalisation tchécoslovaque

J'avais bien l'intention d'échapper aux contraintes brutales de l'actualité, de négliger les déformations et les violences de la polémique, d'explorer avec le maximum d'objectivité et sous le signe de la Fraternité humaine – tout simplement, tout naïvement – le tragique problème des peuples sous-développés. Mais ma sensibilité est à nouveau excitée par une nouvelle simplification de l'Histoire et une accusation de trahison qui vise évidemment des hommes d'État responsables, et atteint par ricochet des millions de dupes ou complices parmi lesquels je suis bien obligé de me compter.
On m'objectera qu'il ne s'agit pas d'actualité, puisque je fais intervenir l'Histoire. Le malheur c'est que justement on ne simplifie l'Histoire que pour justifier une position actuelle. On pouvait penser que les odieux procès de Prague obligeraient tous les hommes libres à s'accorder dans une protestation suffisamment éloquente pour troubler les plus « inconditionnels » défenseurs de l'U.R.S.S.

M. Jacques Fauvet, directeur du *Monde*,. entend « distinguer »... comme le jésuite de Pascal. Dans son leader du 22 août 1972, il refuse implicitement aux « Munichois » de 1938 le droit de condamner l'invasion soviétique de 1968, cause exclusive de la « normalisation » de 1972. Certes, M. Jacques Fauvet, distingue ... **encore** entre les Munichois de 1938 et les Soviétiques de 1968, afin de ne pas imposer à ceux-ci une injurieuse confusion. « **La trahison de Munich**, écrit-il, **n'a pas seulement livré militairement la Tchécoslovaquie à Hitler, elle a préparé diplomatiquement le pacte germano-soviétique, ainsi que l'avaient prophétisé quelques-uns, dont l'ambassadeur soviétique, alors en poste à Paris.** »

Voilà qui est clair. Si instruits que soient les lecteurs du Monde, ils peuvent avoir oublié ou ignoré des événements dont en grande majorité, ils ne furent pas contemporains. Éclairons simplement les sommaires références de M. Fauvet.

Le 29 septembre 1938 à **Munich**, un accord fut conclu entre **Hitler et Mussolini** d'une part, **Chamberlain** (Premier ministre britannique) et **Daladier** (président du Conseil français) d'autre part, impliquant l'annexion par l'Allemagne du territoire dit des Sudètes, peuplé en grande majorité d'une population allemande, que les traités de 1919 avaient annexé à la Tchécoslovaquie, nouvel État issu de la dissociation du vieil empire austro-hongrois (les Allemands étaient installés depuis des siècles sur le territoire des Sudètes).

Le 23 août 1939 à Moscou, en présence de Staline, von Ribbentrop (ministre des Affaires. Étrangères du Troisième Reich) et Molotov (son homologue d'U.R.S.S.) signaient le pacte germano-soviétique dit de non-agression – mais qui était complété par un accord secret impliquant l'abolition de l'État polonais et un nouveau partage de la Pologne entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. Délivré de la crainte d'être pris entre deux fronts, Hitler faisait entrer ses troupes en Pologne, le 1er septembre. **Seize jours plus tard**, cinq armées soviétiques envahissaient la Pologne orientale. Le 23 septembre, Varsovie était prise par l'armée allemande. L'État polonais n'existait plus géographiquement. Le cinquième partage de la Pologne était accompli.

M. J. Fauvet pense que cette alliance monstrueuse pouvait être prévue un an plus tôt, et que l'avertissement en avait été formulé dès cette époque par l'ambassadeur soviétique à Paris. Il ne fait pas à ses lecteurs l'honneur de préciser ses références. Dommage !

En 1938, alors que toute la presse communiste dénonçait avec une violence et une brutalité dépassant même le ton cependant très élevé de ses diatribes habituelles, la soumission des

ministres français à Hitler, il aurait été quelque peu savoureux d'entendre le représentant officiel de l'U.R.S.S., prédire l'accord Hitler-Staline... et peut-être le toast porté par le dictateur sanglant de Moscou à la santé du « dictateur sanglant » de Berlin ; le « Père des Peuples » justifiant son geste par « **l'amour que le peuple allemand portait à son Führer** ». Cet ambassadeur – au lendemain des atroces procès de Moscou – qui aurait ainsi dévoilé l'arrière-pensée de son Maître, aurait prouvé non seulement une clairvoyance exceptionnelle, mais encore une héroïque sincérité.

Il est vrai qu'à la conférence de Munich ne participèrent ni les représentants de la Tchécoslovaquie, ni ceux de l'U.R.S.S. L'absence des premiers était en effet scandaleuse. Nous en convenons d'autant plus facilement que de ce point de vue, nous dépassons certainement M. Fauvet.

Il constate que « **par deux fois un peuple a été privé du droit de choisir son avenir** ». Peut-être voudra-t-il reconnaître que ce n'est pas exceptionnel. Et que les grandes puissances ont toutes soumis le Droit à la Force, ou plutôt usé de la Force pour créer le « Droit » (? !) « **N'ayant pu faire que ce qui est juste soit fort, les hommes ont fait que ce qui est fort soit juste** » disait déjà Pascal. Mais nous préférons toujours le cynisme à l'hypocrisie. Car, le Droit des gens impose aujourd'hui certaines précautions politiques et diplomatiques. Par la force (Staline était passé maître en ces grossières impostures) on impose un gouvernement à un peuple. Et ensuite on oblige le gouvernement à signer... « **librement** » les traités qu'on lui impose. Le Droit des petits États en face des grands est un des thème de la propagande gaulliste et poststalinienne. Mais le droit des peuples, c'est pour nous **le droit de tous les humains qui forment ce peuple à jouir de la liberté de choisir leur destin, à jouir des libertés fondamentales de l'être humain**. Et cela ne se confond pas du tout avec le Droit des États petits ou grands. Lorsque tout le peuple n'est pas appelé à une **libre et publique consultation**,

précédée d'une **libre et publique information**, nous n'admettons pas dans le pays la souveraineté de l'État subi par ce peuple. Cela vaut pour la Tchécoslovaquie, pour les « démocraties populaires », pour l'U.R.S.S. pour la Chine, pour Cuba, pour les États africains... comme pour la France, les U.S.A. et Israël, et naturellement pour le Vietnam du Nord et du Sud.

Revenons à 1938. Munich ne fut pas un accord brusquement conclu. Y suivirent la mission d'information de Lord Runeiman en Tchécoslovaquie, les entretiens de Eerchtesgaden et de Godesberg entre Hitler et Chamberlain, entre lesquels se placent les accords de Londres signés par les ministres anglais et français. De sa première entrevue avec Hitler, le Premier britannique rapportait le principe de la cession à l'Allemagne du Territoire des Sudètes, qui fut acceptée à Londres, puis soumise au gouvernement tchécoslovaque, obligé de céder, car la résistance à la volonté belliqueuse d'Hitler nécessitait l'intervention franco-anglaise.

C'est en apprenant cet accord et non au lendemain de Munich (comme on le dit encore) que Léon Blum écrivit dans le Populaire « **qu'il était partagé entre un lâche soulagement et la honte** ».

De retour en Allemagne, à Godesberg, Chamberlain portait à Hitler les accords de Londres. Mais il se heurta à une délirante manifestation du Führer, exigeant l'occupation immédiate des terres des Sudètes. Ce fut la rupture. À ce moment-là, la guerre paraissait inévitable.

C'est à une suprême initiative de Mussolini que l'on doit la réunion de Munich. Que fallait-il faire ? Fallait-il refuser de signer un accord qui reprenait, avec quelques aménagements, les termes de la conclusion de Londres ? Laissons la parole à Raymond Aron – lucide et objectif – :

« **Fallait-il s'opposer à l'entreprise hitlérienne en 1938, fût-ce au risque de déclencher la guerre générale ? Encore**

aujourd'hui l'historien de bonne foi se refuse à trancher. Ceux qui à gauche, affirmaient qu'Hitler bluffait, se trompaient et trompaient les Français (on sait que le Führer était résolu à la guerre). Le complot des généraux aurait-il déposé Hitler en cas de résistance franco-britannique ? Quelques survivants l'ont affirmé. On l'ignorait à l'époque, on n'en est pas sûr aujourd'hui. Eût-il été préférable que la guerre éclatât en 1938 plutôt qu'en 1939 ? On continue d'en discuter, puisque l'on ne saura jamais ce que l'Union Soviétique qui à l'époque, n'avait pas de frontière commune avec l'Allemagne, aurait fait en cas de guerre à l'Ouest ». (Espoir et peur du Siècle).

Reste l'absence de l'U.R.S.S. à Munich. Ce fut peut-être une erreur sur le plan diplomatique. Mais qui peut s'expliquer formellement. La France était liée à la Tchécoslovaquie par un traité. La France et la Grande-Bretagne étaient solidaires. L'Italie était liée à l'Allemagne par un pacte. Ces quatre États étaient donc directement engagés par le conflit. Pouvait-on compter sur l'U.R.S.S., pour le soutien de la Tchécoslovaquie attaquée par Hitler ? M. Georges Bonnet, alors ministre des Affaires Étrangères le conteste. Son témoignage, évidemment discutable, ne peut cependant être négligé. D'autre part, pour attaquer l'Allemagne, l'U.R.S.S. aurait dû traverser le territoire polonais. La Pologne refusait le passage aux armées soviétiques. D'abord par sa méfiance – que les événements ultérieurs ont justifiée – à l'égard de l'U.R.S.S. Ensuite parce qu'elle était hostile à la Tchécoslovaquie et qu'elle comptait conclure une alliance avec l'Allemagne d'Hitler.

La France seule ne pouvait espérer vaincre l'Allemagne. Elle ne pouvait risquer le conflit que si elle était assurée de l'intervention de la Grande-Bretagne. Celle-ci n'était pas liée à la Tchécoslovaquie. J'admire vraiment la certitude de M. Jacques Fauvet et de pas mal d'autres, quant à l'évidence de la « trahison de Munich ». Ce qui s'est passé en 1939 et en

1940 pourrait, au contraire, prouver... « rétrospectivement »... que la Tchécoslovaquie était du moins aussi vulnérable que la Pologne (militairement plus forte)... et que l'armée française en 1938 comme en 1939, menée par des généraux « **qui sont toujours en retard d'une guerre** », incapables d'offensive, se serait révélée, dans la défensive, aussi impuissante que pendant la débâcle que nous avons vécue.

J'avoue ne pas bénéficier de la compétence infaillible de M. Fauvet. Je ne sais pas aujourd'hui, après les épreuves subies pendant trente ans, quel était le devoir en 1938.

Pris entre notre pacifisme et notre antifasciste, la seule attitude possible – peut-être désespérée – était-elle le refus de nous engager dans le débat politique sur Munich, de refuser à la fois la guerre et la servitude, et de nous préparer à une résistance clandestine ?

Mais ce que je sais, c'est que – à la seule exception des staliniens (au moins des chefs) – tous les Français se sont réjouis des accords de Munich. Je dis tous. Ce fut spontanément qu'une foule immense se porta au-devant de Daladier, pour l'acclamer à son retour de Munich. Le Syndicat national des Instituteurs et le Syndicat des agents des P.T.T. avaient lancé trois jours avant Munich, une pétition contre la guerre qui avait déjà recueilli des milliers de signatures (dont celle de Romain Rolland). Nous en portions les premières feuilles au ministère de la Guerre, le soir de l'envol de Daladier pour Munich. Sur le perron, nous avons rencontré Albert Bayet, un des partisans les plus virulents de la politique de fermeté, diamétralement opposé à nos conceptions pacifistes. Non seulement il se réjouissait de la perspective de Munich, mais encore il en tirait argument : « **Nous avions raison, Hitler recule devant la guerre**... »

Mais il est une question que l'on n'aborde de guère. Celle de la revendication hitlérienne. Pour nous, le nationalisme ne peut conditionner notre jugement. Même si la majorité de la

population voulait être allemande, c'était en effet, en fin de compte **une trahison** que de livrer un peuple au totalitarisme brun, comme ce fut **une trahison** de livrer les peuples de l'Europe centrale et balkanique au totalitarisme rouge, comme ce serait **une trahison** de livrer les peuples de l'Asie au totalitarisme maoïste.

Mais pour M. Jacques Fauvet, notre humanisme libertaire paraîtra utopique et ridicule. Or, de son point de vue, la revendication hitlérienne peut être justifiée rétrospectivement par les socialistes autrichiens – ennemis irréductibles de la monarchie des Habsbourg – protestant en 1919 contre l'annexion des territoires allemands des Sudètes à la Tchécoslovaquie. Elle le fut postérieurement en 1945. En effet, sous l'autorité de Staline, on reconnut que le territoire des Sudètes était bien peuplé de trois millions d'Allemands. Pour qu'il devienne tchèque, on a tout simplement « déplacé » les Allemands. « **Les expulsions d'Allemands se firent selon les méthodes dont le Reich avait donné l'exemple, c'est-à-dire avec une inhumanité, voire même une férocité et un sadisme qui constituent une véritable honte pour l'humanité** » (Jacques Pirenne : Les grands courants de l'Histoire Universelle).

Avec la même certitude, M. Fauvet établit une relation de cause à effet entre Munich et le pacte Hitler-Staline. Il est vrai qu'il peut ici se baser sur un témoignage... d'une haute valeur hiérarchique... sinon morale : celui de Staline lui-même, qui, à la conférence de Yalta, manifestant une haine implacable à l'égard de l'Allemagne, avait entendu Churchill et Roosevelt lui recommander plus de modération, avec une discrète allusion au traité du 23 août 1938.

Faut-il accepter la réplique du dictateur comme une justification incontestable et définitive ? Est-il encore nécessaire de reprendre le débat ?

Rien ne prouve que Staline était décidé à intervenir en

Tchécoslovaquie ? Rien ne prouve qu'il aurait accepté de négocier à Munich ? Et l'affaire tchécoslovaque n'a jamais été évoquée, lors de la rupture entre Berlin et Moscou... voulue par Hitler, que Staline n'avait pas prévue et qu'il s'était efforcé d'éviter.

Ce qui est prouvé, c'est que les pourparlers entre les Allemands et les Soviétiques ont commencé **dès les premières semaines de 1939** et qu'ils ont avancé progressivement jusqu'à leur conclusion – **que Staline a mené parallèlement les négociations avec Hitler – et celles avec les Alliés – et que celles-ci avaient abouti à des accords sur tous les points litigieux... lorsque von Ribbentrop se rendit à Moscou**.

[|* * * *|]

Je rencontre encore de vieux amis qui n'osent pas avouer qu'ils furent soulagés par les accords de Munich et qu'ils n'éprouvèrent aucune honte à se féliciter du recul de la guerre.

Dans le film tiré du roman de Radiguet : **le Diable au corps**, une scène se passe la veille du 11 novembre 1918, dans un café bruyant. Au milieu des chants, des danses, des rires, un farceur annonce la signature de l'armistice. Un homme sérieux téléphone pour avoir confirmation. Il annonce que la nouvelle est fausse : « Ça ne fait rien. Si ce n'est pas aujourd'hui, ce sera demain – Alors un jour de guerre de plus, ce n'est rien pour vous ? »

Munich – qu'aucun d'entre nous n'a célébré comme une victoire, qui représentait pour nous la suite désastreuse des aberrations du traité de Versailles – n'a fait sans doute que reculer l'échéance fatale d'un an. Mais un an de guerre de moins, ce n'est pas rien pour nous.

« Les Soviétiques, écrit encore M. Jacques Fauvet, ont versé trop de sang pour la résurrection de l’État tchécoslovaque – et de l’État polonais – pour admettre un seul instant que 1968

puisse rappeler 1938 ».

Plus de 25 millions de Russes, soldats et civils, sont morts, en effet, non pour les Tchèques et les Polonais, mais pour assurer la toute-puissance de Staline, tandis que 7 millions 500.000 Allemands mouraient pour Hitler. Et, non en 1968, mais en 1945, les États tchécoslovaque et polonais n'ont été formellement reformés que pour être vassalisés par Staline. Et Tchèques, Slovaques et Polonais n'échappèrent à la tyrannie d'Hitler que pour subir un asservissement aussi rigoureux et aussi inhumain.

Alors, il conviendrait d'être prudent, en formulant la terrible accusation de trahison. Lorsqu'on n'a que le choix entre une paix boiteuse et le massacre d'un peuple décidé à la Résistance sans que l'on puisse intervenir efficacement pour le sauver, il est sans doute plus difficile de connaître son devoir que de l'accomplir. Nous n'avons guère de sympathie pour les hommes d'État des démocraties occidentales. Mais, leurs hésitations, devant une décision engageant le sort de millions d'hommes, si discutables qu'elles soient, sont justement discutables, parce qu'elles sont humaines. Alors que les dictateurs nous placent toujours devant le fait accompli, laissant à d'ingénieux intellectuels le soin de justifier après coup ce qu'ils n'avaient pu ni prévenir, ni même prévoir. Et la sinistre désinvolture de ces personnages historiques plantant le bouquet du constructeur sur des montagnes de cadavres n'appelle jamais l'accusation de trahison. Parce qu'on sait fort bien qu'aucun traité, aucun contrat, aucun engagement ne peut les lier M. Faure, si sévère pour les Munichois, hausserait sans doute les épaules, si nous lui rappelions que l'U.R.S.S. et la Pologne étaient liées par un traité signé en 1932, renouvelé le 28 novembre 1938, complété en janvier 1939. Staline répondit tout simplement le 8 septembre 1939 aux appels du gouvernement polonais **qu'il ne pouvait pas violer le pacte germano-soviétique** et déclara aussi simplement le 17 septembre que l'État polonais

n'existant plus, **le traité germano-polonais avait perdu toute raison d'être**... Mais il n'a rien trahi, pas plus qu'Hitler... et que les dictateurs actuels. Chacun d'eux peut dire, comme le Gœtz de Satre, dans « le Diable et le bon Dieu » : « Il n'y avait que moi ; j'ai décidé seul du Mal, seul j'ai inventé le Bien ». Mais ne pas abattre ces idoles, ne pas briser ces statues, ne pas dénoncer ces monstres... n'est-ce pas la pire des trahisons !

[/Roger Hagnauer/]